

**RAPPEL :**

*Les rapports de veilles à la frontière franco-italienne sud, en particulier ceux concernant le pont Saint-Louis à Menton, retranscrivent des témoignages oraux terribles de réfugiés renvoyés par la Police Aux Frontières française. Ces témoignages sont recueillis par des bénévoles de l'association solidaire Kesha Niya.*

**RAPPORT HEBDOMADAIRE DU 27 OCTOBRE au 2 NOVEMBRE 2019**

Cette semaine (27-10 / 02-11), à la frontière franco-italienne à Grimaldi Inferiore, nous avons rencontré 565 personnes, qui ont été arrêtées par la police française, puis refoulées en Italie. Encore une fois, le nombre le plus élevé a été dépassé depuis le début de la collecte de données. De plus, nous savons que 6 autres personnes ont été refoulées, mais ne sont pas entrées en contact directement avec nous. Ces 6 personnes se sont rendues à Vintimille en bus, avec la Croix-Rouge ou la police italienne. Donc, au moins 571 personnes ont été refoulées.

Les chiffres susmentionnés (565/571) comprennent au moins 14 mineurs non accompagnés, 18 femmes (une enceinte), 5 enfants et un mineur non accompagné, que la police italienne, sans notre intervention, a ramenés en France.

**Mineurs :**

Parmi les 14 mineurs rencontrés cette semaine, ces 4 cas se distinguent plus particulièrement.

Un adolescent de 14 ans a été enregistré par la police française en tant qu'adulte âgé de 40 ans (1979 avec refus d'entrée), et la police italienne l'a apparemment enregistré avec 4 empreintes digitales comme ayant 40 ans. Nous sommes retournés voir la police italienne avec le jeune homme de 14 ans et leur avons demandé comment cette erreur d'enregistrement évidente pouvait se produire. La policière présente a déclaré qu'elle ne pouvait rien faire à ce sujet et que, pour le moment, il n'y avait aucune connexion avec la base de données de l'État. Il faut se demander si c'était vraiment le cas, car les empreintes digitales avaient été prises juste avant, et cela n'est possible que si l'accès à la base de données est disponible et si le système d'enregistrement est fonctionnel. En outre, il est souvent arrivé par le passé que, lorsque nous sommes retournés avec des mineurs à la police italienne, par une étrange coïncidence le système d'enregistrement ne fonctionne pas.

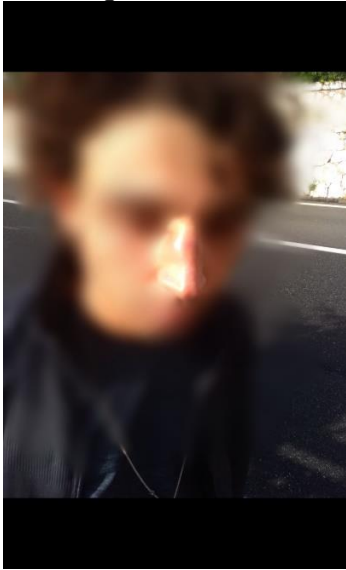
Le lendemain, le même adolescent a de nouveau été repoussé par la France, mais cette fois, il avait 19 ans et plus 40 sur le papier français.

Un jeune homme de 16 ans, enregistré en Italie comme ayant 20 ans, était en possession de tous ses documents officiels de Côte d'Ivoire confirmant qu'il avait 16 ans, mais ne les a pas montrés à la police car il avait peur de se les faire voler.

On nous a parlé de deux cas de violence contre des mineurs.

Le 2 novembre, un jeune âgé de 17 ans aurait été frappé au nez par la police française. Il a dit qu'il avait 20 ans parce qu'il ne voulait pas être séparé de ses amis. La police française

aurait également utilisé du spray au poivre lors de sa libération. Voir l'image :



### **La violence :**

Ce jour-là (2 novembre 2011), nous avons été informés d'au moins 24 cas dans lesquels la police française avait utilisé du spray au poivre sur des personnes lors de leur libération. L'une de ces personnes, après en avoir reçu au visage, a perdu conscience, est tombée au sol et s'est blessé au genou. Ses amis ont rapporté que la police française lui avait donné des coups de pied alors qu'il gisait inconscient sur le sol.

Au cours de cette semaine, nous avons entendu parler de 17 autres situations dans lesquelles des policiers français ont pulvérisé du gaz au poivre lors de libérations des algécos.

Un homme nous a expliqué qu'à 21 heures, le soir du 27 octobre, il était près d'un tunnel sur l'A8, dans les montagnes au-dessus de Menton. Il était sur un chemin qui mène à Menton et a réussi à se rapprocher d'une propriété privée. L'instant suivant, il entendit quelqu'un crier "Stop". Il se retourna et courut vers l'Italie. Il raconte avoir alors entendu des coups de feu. Il a pu rentrer en Italie sans être arrêté. Avant tout cela, cette personne a vu un groupe de 5 personnes qui ont également tenté de franchir la frontière à pied. Ce groupe a été arrêté dans les montagnes par l'armée française et nous a rencontrés le lendemain, confirmant que des coups de feu avaient été tirés à 21 heures.

Deux personnes auraient été frappées par des policiers français après avoir été arrêtées dans les toilettes d'un train.

Un homme a déclaré qu'il avait été frappé par cinq policiers français sur la voie 1 à la gare de Menton-Garavan à 18h12 le 31 octobre, jour de son arrestation. Il se souvient des auteurs, mais que, comme il s'est protégé la tête avec les mains lors de l'attaque, il n'est pas en mesure de nous donner plus de détails.

On nous rapporte qu'un policier français a demandé à des personnes détenues de lui donner des documents par la porte. Un homme a fait passer les siens à travers la porte et signale qu'à ce moment-là, le policier lui avait claqué la porte sur ses doigts. Il était blessé quand nous l'avons rencontré.

Un activiste marocain des droits de l'homme a également été arrêté par la police française et placé dans les algécos. **Pendant sa détention, il a fait une vidéo avec son téléphone portable, qui est en notre possession. Dans cette vidéo, diverses violations des droits et comportements très contestables de la police française ont été enregistrés.** L'homme a déclaré aux policiers français qu'il demandait l'asile politique, et en retour ils se sont moqués de lui. Une personne est allongée inconsciente sur le sol. Cela s'est produit après que la police ait utilisé du gaz au poivre contre les personnes privées de liberté. Nous pouvons également voir un homme qui demande de la nourriture, et la police qui répond qu'il n'y en a pas. La mauvaise situation d'hygiène dans les conteneurs est également claire dans cette vidéo, nous pouvons voir les toilettes couler sur le sol. Le militant des droits de l'homme nous a dit que son ami et lui avaient dû signer le refus d'entrée en blanc, avant que celui-ci ne soit rempli par la police française. Il a également signalé que, ce jour-là (29/ 10), la police est entrée dans les conteneurs à 13 heures et a utilisé du spray au poivre sur plusieurs personnes. Sur une autre vidéo qu'il a faite, on peut voir un autre homme inconscient en train d'être emmené hors des conteneurs par la police et d'autres personnes détenues à ce moment-là.

Deux personnes nous ont informés que la police française leur avait refusé l'aide médicale, alors qu'elles avaient en leur possession des documents médicaux officiels et qu'elles les avaient montrées à la police. Dans le premier cas, il s'agissait d'une personne atteinte d'une maladie pulmonaire, confirmée par un médecin allemand de Cologne. La personne concernée a demandé de l'eau et des médicaments à la police. Ils ont, selon elle, refusé les deux demandes.

Le deuxième cas était une personne souffrant de problèmes dentaires, confirmée par un médecin espagnol. La demande de soins médicaux qu'il a faite a également été refusée.

Dans un autre cas, un policier français a frappé un homme venant Mali. Il nous a également dit que ce policier avait volé sa carte bancaire par la suite.

Une personne nous a raconté qu'un policier français avait volé son récépissé expiré de demande d'asile en France.

Nous savons que 10 personnes ont été privées de liberté entre 12 et 23 heures par la police française. Nous pouvons supposer que le nombre de cas non signalés est beaucoup plus élevé, car des personnes sont détenues toute la nuit tous les jours et certaines d'entre elles ne sont pas parmi les premières à être libérées. Elles font souvent même partie des dernières à sortir.

***Kesha niya***

\*\*\*English version\*\*\*

This week (27.10-02.11.) We met 565 people at the French / Italian border, in Grimaldi Inferiore, who were arrested by the French police and then pushed back to Italy. Again, the highest number has been exceeded since the beginning of data collection. Also, we know of 6 other people who were pushed back, but did not get in contact with us directly. These 6 went to Ventimiglia by public bus, the Red Cross, or the Italian police. So there were at least 571 people pushed back.

The above mentioned figures (565/571) include at least 14 unaccompanied minors, 18 women (one pregnant), 5 children and an unaccompanied minor, whom the Italian police, without our intervention, brought back to France.

**Minors :**

Of the 14 minors we met this week these 4 cases stand out in particular.

A 14 year old was registered by the French police as a 40 year old adult (1979 on refus d'entrée) and the Italian police apparently registered him with 4 fingerprints as 40 years old. We went back to the Italian police with the 14-year-old and asked them how this obvious misregistration could happen. The policewoman present said that she could not do anything about it and that at the moment there is no connection with the state database. Whether this was really the case is to be doubted, since fingerprints were taken just before and this is only possible if the access to the database is available and the system for registration is functional. Also, it has often happened in the past, that when we went back with minors to the Italian police, the registration system was coincidentally not working.

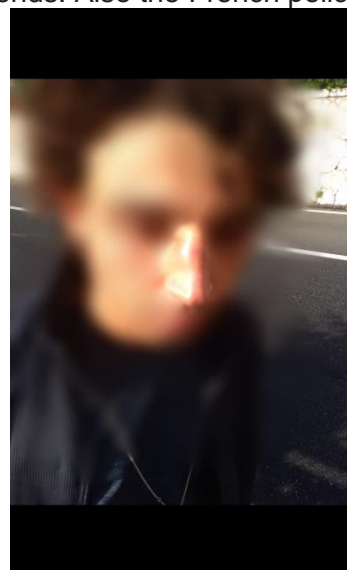
The following day, the same teenager was again pushed back by France, but this time written as a 19-year-old.

A 16-year-old, who is registered in Italy as a 20-year-old, carried all of his official documents from Ivory Coast confirming that he is 16 years old, but did not show them to the police, as he feared they would steal them.

We have been told of two cases of violence against minors.

A minor was kicked by the French police.

On November 2, a 17-year-old was hit on the nose by the French police. He said he was 20 years old because he did not want to be separated from his friends. Also the French police,



during release, pepper sprayed him in the face. See picture :

## **Violence :**

On this day (02.11.) We were told of at least 24 cases in which the French police used pepper spray against people during their release. One of these people, after the police pepper sprayed him in the face, lost consciousness, fell on the ground and injured his knee. His friends reported that the French police kicked him while he was lying unconscious on the ground.

Within this week, we heard of 17 other situations in which French police pepper spray people during their release.

A man explained us that at 9 pm on the evening of October 27, he was near a tunnel on the A8, in the mountains above Menton. He was on a path that leads to Menton and managed to get close to a private property. The next moment he heard someone shouting "Stop". He turned back and ran towards Italy. During his escape he heard a gun being fired. He was able to return to Italy without being arrested. Before all this happened, this person saw a group of 5 people who also tried to cross the border by foot. This group was arrested in the mountains by the French military and met us during the next day, confirming that shots were fired at 9 PM.

Two people reported being beaten by French policemen after being arrested in a train toilet.

One man testified he was beaten by five French policemen on Track 1 at Menton-Garavan Station at 6:12 pm on October 31, when he was arrested. He can remember the perpetrators, but since he protected his head with his hands during the attack, he couldn't give us more details.

A person was asked documents by a French policeman through the door while he was being detained in the containers. The man passed them through the door and reported that at this moment the policeman slammed the door on his hand. He was severely injured.

A human rights activist from Morocco was also arrested by the French police and held in the containers. During his detention, he made a video with his mobile phone, which is in our possession. In this video, various violations of rights and questionable behavior of the French police were recorded. The man asked the French policemen to claim for political asylum and in return they would make fun of it. In the course of the shot, a person is lying unconscious on the floor. This happened after the police pepper spray them. We can as well see a man asking for food and the police answering that there is none. Also the bad hygienic situation in the containers is clear in this video, we can see the toilets leaking on the ground. The human rights activist told us that he and his friend had to sign the refus d'entrée that belonged to them before it was filled out by the French police. He also reported that on this day (29.10.) The police entered the containers at 1 pm and used pepper spray on several people. On another video he made we can see an unconscious man being carried out of the containers by police and some other people detained at this moment.

Two people were explained they were denied medical help by the French police, even though they carried official medical documents and they showed them to the police. In the first case, it was a person with a lungs disease, confirmed by a German doctor from Cologne. The person concerned asked the police for water and medicine. They refused both. The second case was a person with dental problems, confirmed by a Spanish doctor. The medical care request he made was also denied.

In another situation, a French policeman beat a man from Mali. We were also told that this policeman stole his bank card in the following moment.

One person told us that a French policeman stole his expired récépissé.

We know of 10 people arrested between 12 and 23 hours by the French police. We can assume that the number of unreported cases is much higher, as people are detained all night every night and some of them are not among the first to be released from custody, often even in the lasts.

**Kesha Niya**